



**ICI Saskatchewan**

## Une entreprise d'immigration demande 170 000 \$ pour un emploi fictif au Canada



Une enquête d'infiltration de CBC met en lumière un service d'immigration au Canada basé sur de faux emplois au pays.

PHOTO : ISTOCK

### Radio-Canada

Publié le 15 septembre 2019

Une entreprise de consultants en immigration de Toronto, WonHonTa Consulting, a offert un emploi au Canada en échange de 170 000 \$ à un journaliste infiltré de CBC prétendant chercher à obtenir une résidence permanente au pays.

Les sommes demandées par WonHonTa Consulting visent à couvrir les frais de l'employeur canadien, la production de documents et même le salaire que l'employeur est censé verser à l'immigrant, affirme l'entreprise torontoise dans les communications avec le journaliste infiltré, qui a mené une enquête durant un mois.

Dans le système d'immigration canadien, un candidat doit faire la preuve auprès d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) d'une expérience de travail au pays pour prétendre à une

résidence permanente.



WonHonTa Consulting, établie à Toronto, s'engage à aider les ressortissants chinois à obtenir le statut de résident permanent au Canada.

PHOTO : WONHONTA CONSULTING INC.

L'avocat en immigration de Vancouver Richard Kurland dénonce la proposition faite au journaliste par l'entreprise torontoise.

« C'est un faux travail, purement et simplement », affirme Richard Kurland.

Il qualifie la pratique de vente d'emploi illégale et injuste pour les personnes qui respectent le processus d'immigration normal.

### Un marché de l'immigration

Dans l'enquête menée par CBC, le journaliste se fait passer, avec l'aide d'un traducteur, pour un ressortissant chinois qui souhaite devenir résident permanent au Canada.

Grâce au réseau social WeChat, bien connu en Chine, le journaliste entre en contact avec Jiacheng Song, un responsable de la société Nanjing Youtai Investment Consulting, affiliée de WonHonTa. M. Song explique comment fonctionne son entreprise.

*« En échange d'argent, [les employeurs] sont prêts à parrainer nos clients pour l'immigration. »*

*— Jiacheng Song, responsable de la société Nanjing Youtai Investment Consulting*

Il affirme que son entreprise travaille de concert avec des employeurs canadiens.

Le travail de Jiacheng Song est de trouver des personnes désireuses d'immigrer au Canada et de les renvoyer à WonHonTa. Il prétend avoir placé une douzaine de personnes dans les provinces atlantiques et près de 10 en Saskatchewan.

Le responsable recommande au journaliste infiltré de viser la Saskatchewan ou les provinces atlantiques où les temps d'attente pour trouver un employeur seraient moins longs. Il ajoute que le tarif serait de 180 000 \$ pour un emploi en Saskatchewan et 170 000 \$ dans les provinces atlantiques.

« Avec de plus en plus de personnes souhaitant postuler, les employeurs ont un appétit de plus en plus grand, explique M. Song. Si on ne paie pas cher, les employeurs ne voudront pas s'impliquer dans cette affaire. »

Sur sa page WeChat, supprimée depuis, la compagnie torontoise affirme que les vrais emplois sont « très rares et précieux ».

#### À lire aussi :

- Un ancien député albertain accusé de fraude concernant des services d'immigration
- Fraude à l'immigration : une famille chinoise perd les économies d'une vie à Winnipeg

Jiacheng Song a ensuite mis le journaliste d'infiltration en contact avec la « patronne » du bureau de WonHonTa à Toronto, Xin Liu, qui se nomme Yuki sur WeChat.

Selon elle, une fois l'entente conclue, le candidat peut travailler pour l'employeur, mais n'y est pas tenu. Si le candidat va travailler chez l'employeur, celui-ci lui retournera une partie des 180 000 \$ de frais sous forme de salaire, précise-t-elle.

Elle poursuit en expliquant que son travail est de fournir toute la documentation nécessaire pour prouver l'embauche de l'immigrant, quel que soit le choix qu'il fait. Elle prétend qu'Immigration Canada n'y verra que du feu.

« [L'agence] manque de personnel, dit-elle. Le gigantisme du pays empêche de mobiliser des ressources pour visiter les employeurs, simplement pour savoir si l'immigrant travaille réellement là. »

Sur le plan financier, Mme Liu demande que les frais lui soient directement payés, sur son compte personnel. Elle fournit comme raison que ce système permet à l'immigrant d'éviter de payer des taxes sur les transactions commerciales.

Lors de l'enquête, la responsable de WonHonTa propose au journaliste pour son épouse fictive une offre d'emploi dans une garderie d'Halifax, Daydreams Childcare Centre.

La copropriétaire de la garderie, Colleen Dempsey, contactée par CBC, affirme n'avoir jamais entendu parler de cette entreprise de consultants en immigration.

Toutefois, elle précise qu'elle est inscrite sur les listes publiques du Programme pilote d'immigration au Canada atlantique. Elle croit que c'est peut-être par ce moyen que l'entreprise torontoise a pu trouver sa garderie.

### **La confrontation**

Quelque temps après cette offre d'emploi, un autre journaliste de CBC Radio-Canada, cette fois à visage découvert, contacte Xin Liu pour une entrevue téléphonique concernant l'immigration.

Lors de cette entrevue, Xin Liu affirme cette fois que son entreprise demande entre 2000 \$ et 5000 \$ pour ses services. Elle dit également ignorer si d'autres compagnies d'immigration se font payer 170 000 \$ pour leurs prestations.

Quant aux emplois fictifs, elle explique ceci : « La loi dit que c'est interdit si [les agents de l'immigration] se rendent compte que le travail n'est pas réel. »

Le journaliste rappelle à Mme Liu que la page WeChat de son entreprise indique que les salaires de 90 % des emplois obtenus par des étrangers dans le Programme pilote d'immigration au Canada atlantique sont payés directement par l'immigrant.

Elle répond qu'elle est surprise : « Comment pourrais-je avoir le temps d'écrire ces propos? »

Lors de cette entrevue, le journaliste de CBC finit par révéler à Xin Liu que son entreprise a fait l'objet d'une enquête d'infiltration. Elle interrompt alors la conversation à la suite de cette révélation, promettant de rappeler plus tard, ce qu'elle n'a jamais fait.

Son associé chinois, Jiacheng Song, prétend, pour sa part, qu'il a menti au journaliste infiltré, et qu'il n'a, en fait, jamais trouvé de travail à des Chinois au Canada. Il affirme aussi avoir menti en disant que sa compagnie paie des employeurs canadiens en échange d'attestations d'emplois.

« Il ne s'agit que d'une stratégie marketing visant à amener les clients à signer le contrat » explique-t-il maintenant.

« Je crois que [Xin Liu] est une personne sincère, affirme M. Song. Elle travaille dur pour ses clients, car elle souhaite sincèrement les aider à trouver un véritable emploi au Canada. »

**« Tous impliqués »**

Richard Kurland, l'avocat en immigration à Vancouver, n'a pas caché son mécontentement devant les méthodes de WonHonTa.

*« Je pense que cela constitue une violation flagrante de la Loi sur la protection des réfugiés et de l'immigration, ainsi que du programme d'immigration du Canada. »*

— Richard Kurland, avocat

La fraude des emplois arrangés existe depuis des décennies au Canada, d'après l'avocat. « Tout le monde est impliqué », ainsi personne ne peut demander justice, précise-t-il.



Pour Richard Kurland, avocat et analyste des politiques d'immigration, il est illégal qu'un consultant en immigration offre de l'argent à une entreprise en échange d'une lettre d'offre d'emploi.

PHOTO : RADIO-CANADA / CHRIS CORDAY

Du côté d'IRCC, la porte-parole Shannon Ker écrit dans un courriel : « La grande majorité des demandes reçues par IRCC sont authentiques. »

Selon elle, IRCC a formé ses employés « à la détection des fraudes et aux mesures appropriées à prendre lorsqu'il existe suffisamment de raisons de soupçonner que ces fraudes se produisent ».

Ce qui n'est pas assez pour Richard Kurland. « Les provinces et le gouvernement fédéral manquent de moyens. »

Selon lui, la principale victime de ce système est « l'intégrité du programme d'immigration du Canada ».

*Avec les informations de Geoff Leo, CBC*